



## Des millions pour les transports publics

**CRISE ÉCONOMIQUE** Le Conseil fédéral est sous pression. Le parlement veut qu'il prenne des mesures pour compenser les pertes subies par les entreprises de transport, qui ont maintenu l'essentiel de leur offre alors que les clients les ont désertées



Un tramway des Transports publics genevois en train d'être désinfecté. (DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

BERNARD WUTHRICH, BERNE

[@BdWuthrich](#)

Les dépenses de la Confédération liées au coronavirus dépassent déjà la barre des 30 milliards de francs pour l'année en cours. Selon le décompte de l'Administration fédérale des finances (AFF), elles s'élèvent précisément à 30,781 milliards. A l'exception de 1 milliard, cette somme n'inclut pas les cautionnements de crédits pour les entreprises, les start-up et le secteur de l'aviation. Mais elle va sans doute augmenter ce mercredi. Le Conseil fédéral doit se prononcer sur l'ampleur de l'aide qu'il apportera aux entreprises de transport public. Il est d'ores et déjà prévu que la Commission des

transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-N) traite cette rallonge lundi prochain. Un projet d'aide financière urgente pour les transports publics «pour cause de pandémie de Covid-19» figure en effet à son programme.

Le Conseil fédéral n'avait pas envisagé d'aide d'urgence. En mars, l'Office fédéral des transports (OFT) a autorisé le versement anticipé et l'augmentation temporaire des subventions publiques octroyées aux opérateurs de la mobilité, qui ne peuvent pas réaliser des bénéfices. Cette décision était liée au

fait que ces derniers ont été priés de maintenir l'essentiel de leur offre alors que la population était invitée à ne pas sortir de chez elle et à privilégier le télétravail.

### Un demi-milliard de francs par mois

Le gouvernement subit désormais une double pression pour en faire davantage. Lors de la session extraordinaire de mai, les Chambres fédérales ont adopté une motion qui demande à la Confédération, en collaboration avec les cantons et la branche, de prendre des mesures pour éponger les déficits creusés par la



crise. Président du Service d'information pour les transports publics (Litra) et membre de la CTT, Martin Candinas (PDC/GR) résume l'équation ainsi: «L'offre a été maintenue à 80% alors que la demande a chuté de 80 à 90% pendant la pandémie.»

Les pertes de recettes s'élèvent à plusieurs centaines de millions de francs par mois. L'Alliance SwissPass, faïtière de la branche,

## «L'offre a été maintenue à 80% alors que la demande a chuté de 80 à 90% pendant la pandémie»

MARTIN CANDINAS (PDC/GR),  
PRÉSIDENT DU SERVICE D'INFORMATION  
POUR LES TRANSPORTS PUBLICS

présente les calculs et ses revendications ce mercredi, le jour même où le Conseil fédéral doit

en parler. Certains chiffres ont toutefois déjà filtré. Dans la *SonntagsZeitung*, le porte-parole de l'association faïtière a estimé les pertes entre 1,5 et 1,8 milliard de francs. La baisse des recettes pourrait être de 6% pour l'abonnement général, de 1% pour le demi-tarif et de 25 à 30% pour la vente de billets.

### Un secteur essentiel pour le pays

La motion adoptée par les Chambres met ainsi le Conseil fédéral sous pression. Il s'y est vainement opposé, estimant que les opérateurs de transport public pouvaient s'appuyer sur les aides existantes, soit les prêts bancaires cautionnés par la Confédération et le chômage partiel. Or, ce dernier point est controversé. Le Contrôle fédéral des finances (CDF) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) considèrent qu'une entreprise publique ne peut pas, sauf dans des cas très particuliers, recourir au chômage partiel. Selon le directeur du CDF, Michel Huisoud, les entreprises publiques ne risquent pas de tomber en faillite

et doivent plutôt, en cas de difficulté, demander des subventions plus élevées.

Pour Martin Candinas, le secteur des transports publics présente un risque systémique comparable à ceux de la santé et de la sécurité alimentaire. Il doit être soutenu. Le Litra a publié mardi une étude – commandée il y a une année, bien avant l'apparition du virus – sur la valeur économique de ce secteur. Réalisée par le bureau Infras, cette enquête relève qu'environ 100 000 personnes (92 600 emplois à plein temps) tirent directement ou indirectement leur revenu des transports publics. La valeur ajoutée induite par les opérateurs de mobilité par rail, tram ou bus est estimée à 12,2 milliards de francs, ce qui représente 1,8% du produit intérieur brut. Les investissements dans les infrastructures et le matériel roulant sont évalués à 5,3 milliards. «Vu l'importance de cette branche, nous attendons du Conseil fédéral qu'il dise comment il compte répondre aux fortes pertes qu'elle a réalisées et aux attentes exprimées par le parlement», résume Martin Candinas. ■